



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE

DIRECTION FINANCIERE, JURIDIQUE ET DES MOYENS

Service de la commande publique

75058 Paris cedex 01

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

PROJET PAVILLON DES SESSIONS-REFONTE DE L'ACCUEIL DE LA PORTE DES LIONS DU MUSEE DU LOUVRE- LOT N°05 : FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE CUISINE

Établi en application des dispositions du [Code de la commande publique](#)

Sommaire

PREAMBULE.....	3
1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES.....	4
3 MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ.....	5
3-1 Mode de passation	5
3-2 Forme du marché	5
3-4 Variantes	5
3-5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	5
4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
5 INTERVENANTS.....	7
5.1 Conduite du marché.....	7
5.2 Représentant(s) du titulaire.....	7
6 SOUS-TRAITANCE	8
7 DUREE DU MARCHÉ -DELAIS	8
7.1 Durée du marché	8
7.2 Délais - Calendrier prévisionnel.....	8
8 MODALITES DE LIVRAISON.....	8
9 VERIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES	9
10 PRIX – VARIATIONS DES PRIX	9
10.1 Forme des prix.....	9
10.2 Contenu et variation des prix.....	9
11 PENALITES	10
12 MODALITES DE REGLEMENT.....	11
12.1 Périodicité des paiements	11
12.2 Présentation et envoi des factures.....	11
12.3 Délais de paiement et intérêts moratoires.....	12
12.4 Avance.....	13
13 GARANTIE DES FOURNITURES - GESTION DU SERVICE APRES-VENTE (SAV).....	13
14 CESSION OU NANTISSEMENT	14
15 RESPONSABILITES - ASSURANCE	14
16 CONFIDENTIALITE – ACTIONS COMMUNICATION	14
16- 1 Clause de confidentialité.....	14
16-2 Actions de communication	15
16-3 Protection des données	15
17 RESILATION - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	15
18 LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX	16
19 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

PREAMBULE

Responsabilité sociétale

Considérant,

- ✓ *la circulaire du Premier ministre du 25 février 2020 relative aux services publics écoresponsables. Notamment la mesure 20 : Développement d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone du numérique public, comprenant notamment la sensibilisation des agents aux écogestes numériques et l'achat de matériel reconditionné.*
- ✓ *la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (www.legifrance.gouv.fr)*
- ✓ *loi EGALIM - (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous) qui fait suite aux états généraux de l'alimentation.*
- ✓ *loi AGECE - Lutte contre le gaspillage et économie circulaire*
- ✓ *loi Climat et Résilience - lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets*
- ✓ *le Dispositif Eco Efficacité Tertiaire (DEET) issu du décret n°2019-771 du 23 juillet 2019, dit "décret tertiaire", impose une réduction des consommations énergétiques progressive pour les bâtiments tertiaires,*

Le musée du Louvre souhaite promouvoir un développement durable et responsable de ses activités et appliquer ces mêmes principes auprès de l'ensemble de ses prestataires, titulaires de marchés.

L'attention du titulaire est en conséquence attirée sur :

- *le nécessaire respect des obligations environnementales et prescriptions du code de l'environnement français et notamment celles relatives à la gestion des déchets (traitement, valorisation...),*
- *l'importance de limiter les rejets et d'utiliser des technologies sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,*
- *l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,*
- *le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...) es sûres, respectueuses de l'environnement et économes en énergies,*
- *l'attachement du musée du Louvre aux moyens et politiques qui favorisent le développement durable dans les prestations réalisées à son intention ainsi que dans les processus globaux,*
- *le rôle essentiel d'une prise en considération de sa responsabilité sociétale par le biais d'actions d'un impact positif sur le territoire et les populations (économie sociale et solidaire, développement local...) et par la gestion responsable et durable de ses ressources humaines (promotion du handicap, de la diversité, du bien-être au travail...)*

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne le « **PROJET PAVILLON DES SESSIONS - REFONTE DE L'ACCUEIL DE LA PORTE DES LIONS DU MUSEE DU LOUVRE** » - Lot n°05 : **FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE CUISINE**.

L'ensemble des prestations attendues, modalités et contraintes d'exécution est détaillé dans le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et dans le cahier des clauses techniques particulières du lot n°05 (CCTP) et les autres documents joints au DCE.

Emplacement des travaux :

Musée du Louvre – 75001 Paris. Le périmètre du site est l'espace d'accueil de la porte des lions. Il occupe une surface d'environ 600 m².

La livraison, pose et installation des fournitures devra faire face à plusieurs contraintes :

- *une intervention en site occupé sur l'un des musées recevant le plus de visiteurs en France impliquant une application stricte des règles de sécurité et une gestion rigoureuse des nuisances de chantier que sont le bruit, les vibrations et les poussières ;*
- *contraintes d'accessibilité et de transport de matériaux ;*
- *d'une manière générale, toutes les contraintes définies dans les pièces du marché et notamment dans le CCTC et le CCTP.*

Particularités : le projet est réalisé en milieu occupé sans interruption du fonctionnement du musée. En parallèle du projet, les salles GOYA, Piazzetta Murillo seront également en travaux. Les nuisances sonores seront donc minimisées.

NB : dans le cadre de ce projet, les nuisances acoustiques ne seront tolérées qu'en dehors des heures d'ouverture du musée au public, ainsi qu'en dehors des heures d'ouverture de l'Ecole du Louvre (située juste en dessous de l'espace du chantier) (cf. article 1.5 du CCTC).

2 DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les prestations, objet du présent marché, sont exécutées pour l'Etablissement Public du Musée du Louvre (ci-après « l'EPML », « le musée du Louvre, ou « le pouvoir adjudicateur »).

La conduite du marché est assurée par la Direction des Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins.

Les prestations sont fournies et réalisées par l'opérateur économique titulaire du marché, dont les caractéristiques (siège social, coordonnées...) sont indiquées à l'acte d'engagement (ci-après « le titulaire du marché », « l'entreprise » ou « le prestataire »).

Le titulaire du marché s'engage à désigner, dès son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom. Il sera adressé à ce référent toutes les communications sur la procédure.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire du marché est tenu de notifier immédiatement à la personne représentant le pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire du marché exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

3 MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE

3-1 Mode de passation

La présente consultation est passée selon la **procédure adaptée ouverte** en application de des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 du Code de la commande publique.

3-2 Forme du marché

Le présent marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

3-3 Dévolution des marchés : découpage en lots

L'ensemble des travaux de l'opération globale « PROJET PAVILLON DES SESSIONS - REFONTE DE L'ACCUEIL DE LA PORTE DES LIONS DU MUSEE DU LOUVRE » sera réalisé en cinq (05) lots (allotissement conformément aux articles L.2113-11 et R.2113-1 et suivants du Code de la commande publique), chaque lot faisant l'objet d'un marché propre, et réparti de la manière suivante :

N° LOT	Intitulé/corps d'état
Lot 01	INSTALLATION DE CHANTIER, DEMOLITION-GROS OEUVRE, MACONNERIE DE PETITS ELEMENTS, CLOISONS DOUBLAGES, PIERRE NATURELLE & TERRAZZO, CARRELAGE, STAFF, PEINTURES, SOL SOUPLE.
Lot 02	MENUISERIE BOIS ET METALERIE ET SERRURERIE FINE.
Lot 03	COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES.
Lot 04	PLOMBERIE ET VENTILATION.
Lot 05	FOURNITURE,POSE ET INSTALLATION D'EQUIPEMENTS DE CUISINE [Objet du présent CCAP].

Le présent CCAP ne concerne que le lot n°05. Les lots n°01 à 04 ont été notifiés.

Chaque lot ainsi identifié fait l'objet d'un marché indépendant juridiquement mais lié techniquement à la réalisation des autres marchés.

3-4 Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Le présent marché ne comporte pas de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (ou solutions alternatives).

3-5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le présent marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

4 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles (mise au point du marché...) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques communes à tous les lots et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) propres à chaque lot ;
- Les pièces techniques et graphiques ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS*), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, et publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;

- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.¹) applicable aux marchés publics de travaux de bâtiment passés au nom de l'Etat, approuvé par décret n°2000-524 du 15 juin 2000 ;
- Les autres textes ou documents de références techniques mentionnés dans les CCTP ;
- Les textes législatifs, réglementaires (décrets, arrêtés) et techniques à caractère normatif (normes, D.T.U. (cahier des charges et règles de calcul), avis techniques, essais, homologations, agréments des matériaux et matériels,...) non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire ;
- Le calendrier prévisionnel des travaux substitué par le calendrier détaillé d'exécution ;
- Le Rapport Initial du Bureau de Contrôle ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (P.G.C.S.P.S ou PGC) ;
- La Notice Accessibilité ;
- Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti ; le rapport de repérage de matériaux et revêtements contenant du plomb avant démolition ou travaux dans un immeuble bâti ;
- Le dossier SSI (Cahier des charges fonctionnel du SSI - CCF SSI, Plans des zones de détection incendie, Plans des zones de mise en sécurité, Tableau de corrélation ZD -> ZS pour la région Denon) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- L'ensemble des textes législatifs et réglementaires* qui s'applique au présent marché ;
- Le dossier Correspondance/Questions/Réponses (CQR) établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- L'offre technique du titulaire dans la mesure où celle-ci n'est pas contradictoire avec les dispositions prévues dans les autres documents contractuels.

* Documents non-joints dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché au titulaire comprendra uniquement une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes.

¹ Document non-joint dont le titulaire est réputé avoir pris connaissance.

Sur demande expresse du Titulaire conformément à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il lui sera remis une copie de l'original du marché certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, conformément à l'article R2191-46 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2191-54 du code de la commande publique¹, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

5 INTERVENANTS

5.1 Conduite du marché

La conduite d'opération est assurée par la sous-direction de la Maitrise d'Ouvrage de la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ) du musée du Louvre.

Dès la notification du marché le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, les personnes viennent à être remplacées, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- en avertit le titulaire immédiatement,
- communique dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire les noms et coordonnées de la personne en charge du dossier.

5.2 Représentant(s) du titulaire

Les personnels des titulaires sont soumis aux dispositions suivantes. Le non-respect de ces mesures peut entraîner la résiliation du marché.

5.2.1 Qualification des intervenants

Le titulaire du marché s'engage à exécuter le présent marché avec une équipe qualifiée et employée par lui.

5.2.2 Modification concernant les intervenants

Les prestations se déroulent conformément au présent cahier des clauses administratives particulières et aux autres documents contractuels, cités à l'article 4 du présent CCAP.

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Les prestations faisant l'objet du marché sont placées sous la responsabilité unique du titulaire. Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le titulaire du marché désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'EPML, pour les besoins de l'exécution du marché. En outre, la bonne exécution du marché suppose que le titulaire du marché désigne un interlocuteur unique en charge du suivi des prestations du présent marché pendant toute la durée de celui-ci.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire du marché en avise le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché prend alors toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser un remplaçant proposé par le titulaire du marché et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

Les intervenants doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du musée.

6 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire a l'obligation d'exécuter avec ses propres structures, ses propres compétences et son personnel salarié les prestations objet du présent marché.

Néanmoins, le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'établissement public et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par les articles L2193-1 et suivants ainsi que R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance doit être effectuée suivant les dispositions prévues à l'article 3.6 du CCAG/FCS. Aussi, ne peuvent être sous-traités que les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'une des prestations avant d'avoir obtenu l'agrément des sous-traitants par l'EPML.

Il est précisé que le titulaire demeure le seul interlocuteur et le seul responsable vis-à-vis de l'établissement public. Il assume donc entièrement seul, devant l'établissement public comme devant tous tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquelles il est engagé.

Les sous-traitants doivent respecter l'intégralité des dispositions du présent marché.

Le recours à la sous-traitance n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable de l'établissement public expose le titulaire à une pénalité. En outre, en cas d'exécution de prestations par un sous-traitant non agréé, le titulaire engage sa responsabilité contractuelle.

7 DUREE DU MARCHE -DELAIS

7.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification, conformément aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du Code de la commande publique. Il est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution et à l'admission complète des prestations.

Le titulaire du marché reste tenu des obligations qui lui incombent au titre de la garantie pour la durée restante, même après la fin du marché.

7.2 Délais d'exécution

La livraison, la pose et l'installation de l'ensemble des équipements ne devra pas dépasser **le 18 août 2025** à compter de la notification du marché.

8 MODALITES D'INTERVENTION

La ou les dates de livraison, d'installation et de pose sera fixée en accord avec le titulaire. Cette date sera confirmée par mail par le titulaire au moins 48 heures à l'avance afin que l'EPML fasse la demande d'accès en conséquence auprès des personnes compétentes.

Si la livraison est effectuée avec un camion semi-remorque, cette confirmation interviendra 72h à l'avance au minimum, afin de planifier la livraison avec le responsable de l'EPML.

Dans son courrier électronique, le prestataire devra préciser le nom de la ou des personnes assurant la livraison, le numéro d'immatriculation du véhicule, la date et le créneau horaire de stationnement envisagés.

Les horaires de livraison sont les suivants : de 07h45 à 17h.

L'espace d'intervention est accessible de plain-pied depuis le jardin du carrousel ou depuis l'extérieur du Musée par le quai François Mitterrand (aujourd'hui fermé par une grille).

Les modalités pratiques seront à définir avec la Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance (DAPS) et la Sous-Direction de la Maîtrise d'Ouvrage (SDMO).

Un représentant du titulaire doit être affecté à chaque livraison afin d'assister aux vérifications prévues.

9 VERIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

Les opérations de contrôle ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles ont pour objectif de contrôler que les fournitures fournies par le titulaire du marché présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par l'EPML.

Les opérations de vérifications portent sur la qualité et la quantité des prestations exécutées.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/FCS afin de s'assurer que la prestation est réalisée dans les formes du marché (respect des objectifs qualitatifs et objectifs quantitatifs des pièces contractuelles). Les contrôles portent sur l'ensemble des équipements lors de leur mise en service dans toutes leurs plages d'utilisation. Un test de mise en service avec un certificat de bon fonctionnement sera à remettre à la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, titulaire est tenu d'assister aux opérations de vérification. Le pouvoir adjudicateur délègue l'exécution des opérations de vérification à la (aux) personne(s) chargée(s) de la conduite des prestations.

La constatation de l'exécution des prestations (opérations de vérification, décisions après vérification...) est effectuée conformément aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessus.

10 PRIX – VARIATIONS DES PRIX

10.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

10.2 Contenu et variation des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, la formation des agents (sur deux demies-journées) à l'utilisation au moment de la mise en service, l'ensemble de la documentation technique des équipements, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent également la garantie des fournitures pour une durée de deux (2) ans minimum (cf. article 13 du présent CCAP).

Les prix figurant au marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'établissement de l'offre par le titulaire : mois de remise des offres (date limite) ou, en de négociation, mois de remise de l'offre finale (date limite).

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

11.1 Généralités

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 du CCAG/FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article 11.2 du présent CCAP.

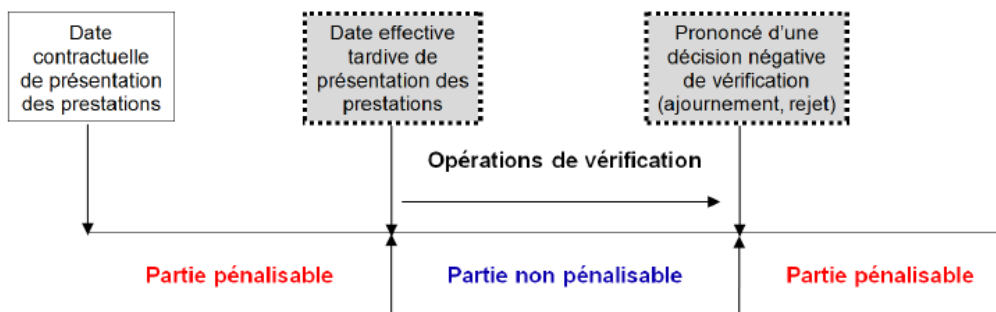
Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS), à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constituent des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées (livraison, pose et installation de la ou les fournitures) par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCAP.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

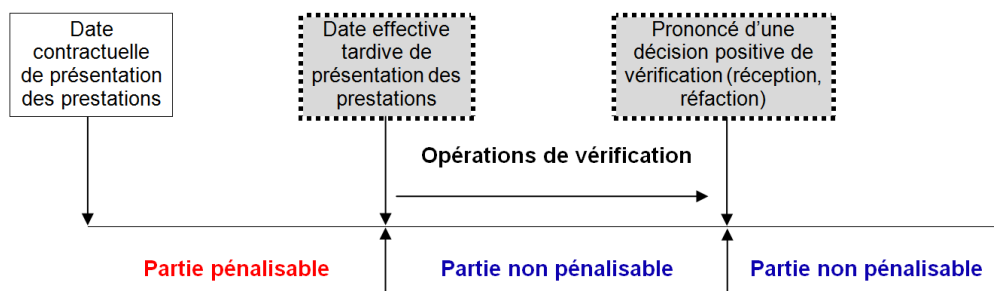


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- en cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- en cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables. De même, les différents cas de pénalités définis aux articles ci-après sont également cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités. L'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

11.2 Modalités de calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais fixés sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS), une pénalité pour retard, calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 300, \text{ où}$$

P = le montant des pénalités,

V = la valeur pénalisée. Cette valeur est égale à la valeur des fournitures dont la livraison est en retard²,

R = le nombre de jours de retard.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ne sont pas applicables au présent marché.

12 MODALITES DE REGLEMENT

12.1 Périodicité des paiements

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG/FCS, les prestations sont réglées en une seule fois sur présentation d'une demande de paiement à l'admission des prestations au sens de l'article 9 du présent CCAP.

12.2 Présentation et envoi des factures

12.2.1 – Présentation des demandes de paiement

Outre les mentions légales, les demandes de paiement doivent mentionner :

- la référence du marché (intitulé et n°)
- le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'Acte d'Engagement,
- la désignation des fournitures livrées et la date de livraison
- la date de facturation
- le montant H.T.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant T.T.C.

² Y compris en cas de non-respect des délais de livraison des articles à remplacer dans le cadre de la garantie.

Sont déduites au montant, le cas échéant, les pénalités prévues au présent C.C.A.P. Le règlement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique.

Le montant du règlement est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avvertir la personne publique dans un délai de 15 jours.

L'Etablissement Public du Musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions indiquées ci-dessus.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne représentant le pouvoir adjudicateur. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Dépassé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté les modifications.

12.2.2 - Envoi des demandes de paiement

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités:

a) Envoyer les documents relatifs au paiement à partir d'un système tiers :

- par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;

Le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> est un site gratuit, qui permet aussi de suivre le traitement des factures par le pouvoir adjudicateur.

Informations complémentaires : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Assistance pour une facturation dématérialisée : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

- en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

b) Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL: [Http://chorus-pro.gouv.fr](http://chorus-pro.gouv.fr) aux fins de soit :

- déposer ses demandes de paiement sur le portail,
- saisir sa demande de paiement directement sur le portail Chorus Pro.

En complément, pour tout connaître sur la facturation électronique, rendez-vous sur le site Internet « Communauté Chorus Pro » à l'adresse <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Vous y trouverez toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre organisation.

Un ensemble de fiches pratiques est à votre disposition : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

Vous pouvez retrouver également des tutoriels sur la chaîne YouTube : <https://www.youtube.com/channel/UCZu7eGQjA6mHF15W7foJzkQ>

12.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

L'Etablissement Public du musée du Louvre procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire et désigné à l'acte d'engagement.

En cas de groupement d'entreprises demandant des paiements séparés, il est impératif d'identifier précisément la répartition du montant entre cotraitants et de joindre les références bancaires de chaque cotraitant.

En cas de modification d'établissement financier et/ou de numéro de compte, le Titulaire doit en avertir l'Etablissement Public du musée du Louvre dans un délai de quinze (15) jours.

L'Etablissement Public du musée du Louvre se réserve le droit de retourner au Titulaire toute facture ne comportant pas les pièces justificatives ou les mentions listées au présent CCAP.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement. Le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif. Les paiements sont effectués par mandats, en créditant le compte ouvert au nom du titulaire dans le marché.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

12.4 Avance

Une avance peut être accordée au titulaire, sauf refus de celui-ci exprimé à l'acte d'engagement, dans les conditions et selon les conditions et modalités définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS, le taux est fixé à 5% (sous réserve de l'application article R.2191-7 s'agissant des PME : 10%) du montant forfaitaire du marché et une avance pourra être versée dans les conditions prévues au code de la commande publique.

Conformément à l'article aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque les prestations exécutées au titre du marché atteignent ou dépassent cinquante pour cent (50%) du montant du marché et doit être terminé lorsque le pourcentage atteint quatre-vingt pour cent (80%).

13 GARANTIE DES FOURNITURES - GESTION DU SERVICE APRES-VENTE (SAV)

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG/FCS, les fournitures, objet du présent marché, feront l'objet d'une garantie minimale de deux ans qui peut être prolongée par le titulaire dans son offre (en complément des dispositions de l'article 33 du CCAG/FCS). Le délai de garantie des fournitures court à compter de la date d'effet de l'admission des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse selon les délais indiqués à l'article 1.2.1.7 du CCTP, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 33 du CCAG/FCS.

Conformément à l'article 33 du CCAG/FCS, cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la fourniture ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux à ses frais.

Pendant toute la durée de garantie des articles fournis, et notamment en cas de vice caché de fabrication, de défaut ou de détérioration constatée au sortir de l'emballage, la marchandise est reprise et remplacée par le titulaire, à ses frais, dans le délai indiqué à l'article 1.2.1.7 du CCTP. Le non-respect des délais de livraison des articles à remplacer dans le cadre de la garantie entraîne de fait les pénalités de retard indiquées au présent CCAP.

14 CESSION OU NANTISSEMENT

Sur demande expresse du Titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention « copie certifiée conforme à l'original » délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

15 RESPONSABILITES - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations jusqu'à leur livraison et leur admission dans les locaux de l'administration. En aucun cas le titulaire ne peut se retrancher derrière la défaillance ou la faute de ses préposés, de ses transporteurs, de ses coursiers ou de ses fournisseurs pour atténuer ou supprimer sa responsabilité.

Le titulaire est d'autre part responsable de son matériel et de son personnel qui doit se conformer aux règlements en vigueur au musée du Louvre.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité, auprès d'une compagnie notoirement solvable et agréée par le Ministère de l'Economie et des Finances, dont il produira l'attestation et la copie avant toute notification du marché, par dérogation à l'article 9 du CCAG/FCS.

La police d'assurance couvre :

- le recours de tiers contre l'Etablissement public du Musée du Louvre.
- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des prestations (à l'égard des tiers, de l'Etablissement Public du Musée du Louvre, de tout organisme auprès duquel le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre du marché).

Les polices d'assurances souscrites par le titulaire doivent notamment couvrir, sans exclusions de garantie, les dommages causés aux documents de toute nature confiés au titulaire pour l'exécution des prestations prévues au marché, comme des photographies, documents graphiques, partitions, traductions, reproductions, copies de sauvegarde nécessaires à l'exécution du marché.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les polices d'assurance qu'il a ou aura souscrites.

16 CONFIDENTIALITE – ACTIONS COMMUNICATION

16- 1 Clause de confidentialité

A moins que leur divulgation ou leur communication ne découle d'une exigence réglementaire ou juridictionnelle, le Titulaire, à l'occasion du présent marché, s'engage à tenir confidentiels les documents et informations de toute nature dont il est destinataire, sauf accord préalable du Musée du Louvre.

Il s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à son personnel et à ses sous-traitants.

Le Titulaire s'engage, sauf accord préalable du Musée du Louvre, à ne pas utiliser les documents qui lui sont communiqués, à d'autres fins que celles prévues par le présent marché, et à ne pas les divulguer à des tiers.

16-2 Actions de communication

Il est précisé que le titulaire peut organiser des actions de communications internes, clients, journalistes de presse écrite généraliste ou professionnelle, de radios ou télévisions, publicité spécialisée ou grand public sur ses réalisations au musée du Louvre, sous réserve de saisir l'EPML par écrit quatre (4) semaines au moins avant toute action de communication. L'EPML se réserve la possibilité d'accepter, de différer, de modifier ou de refuser l'action de communication souhaitée pour des raisons de sécurité ou de confidentialité qu'il est seul à même d'évaluer.

En tout état de cause, aucune action de communication du titulaire ne pourra intervenir sans l'approbation expresse du musée du Louvre.

16-3 Protection des données

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel des intervenants du Titulaire sont nécessaires pour assurer l'exécution du présent marché. Elles sont destinées au Musée du Louvre, 75058 Paris CEDEX 01, responsable du traitement et pourront être communiquées, pour ces mêmes finalités, aux personnes habilitées à en connaître au sein du Musée du Louvre. Ces données ne font l'objet d'aucun flux transfrontière.

Elles sont conservées pendant une durée de trois ans suivant la fin de la procédure.

Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, d'un droit à la portabilité des informations qui vous concernent ainsi que d'un droit à la limitation des traitements que vous pouvez exercer en adressant un courriel à donneespersonnelles@louvre.fr ou en adressant un courrier au Musée du Louvre à l'adresse 75058 Paris CEDEX 01, en précisant vos coordonnées et en justifiant de votre identité par tout moyen.

Vous avez également le droit, le cas échéant, d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 PARIS CEDEX 07, autorité de contrôle en charge du respect des obligations en matière de données à caractère personnel.

Le délégué à la protection des données (DPO) de l'EPML est le cabinet d'avocats Alain Bensoussan Selas, 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris.

17 RESILIATION - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le marché pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au Chapitre 7 "Résiliation" du CCAG/FCS (articles 38 à 45), sous réserve des dispositions ci-dessous.

Outre les clauses de résiliation prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

- en cas d'inexactitude des renseignements fournis au pouvoir adjudicateur au titre des articles R. 2143-3 et R. 2143-6 du Code de la commande publique ou de non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, et après une mise en demeure laissée infructueuse, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles ;
- En cas de violation du secret professionnel et des obligations de discrétion et de confidentialité tels que définis au présent document, et/ou lorsque le titulaire n'a pas pris les mesures de sécurité prévues au titre du présent marché.
- Dans tous les autres cas prévus au présent document.

La résiliation ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La résiliation du marché fait l'objet dans tous les cas d'un décompte de résiliation arrêté par l'établissement public du musée du Louvre et notifié au titulaire.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

18 LANGUE, LITIGES ET COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX

Les correspondances, les documentations, les prestations, les livrables, les comptes rendus, ainsi que les demandes de paiement relatives au marché sont rédigées en français (sauf demande expresse contraire de l'EPML). La langue utilisée pour l'exécution des prestations est le français.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de litige, seul le droit français est applicable.

Conformément à l'article 46 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L.2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, à défaut de solution amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris, seul compétent pour statuer.

19 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 4	Articles 4.1 et 4.2.1
Article 9	Article 27.3
Article 11.1	Article 14.1.1
Article 11.2	Articles 14.1, 14.1.1 et 14.1.3
Article 13	Article 33.1 Complète l'article 33
Article 15	Article 9
Article 17	Complète l'article 41